

LIGUE DE BILLARD DES PAYS DE LA LOIRE



REGLEMENT INTERIEUR

Table des matières

TITRE I – LA LIGUE - Composition	3
Article 1.1.....	3
Article 1.2.....	3
Article 1.3.....	3
Chapitre 1 – Les Associations Sportives affiliées - Clubs sportifs	4
ARTICLE 1.1.1	4
ARTICLE 1.1.2	4
ARTICLE 1.1.3	4
Article 1.1.4.....	4
Chapitre 2 - Les "Membres partenaires"	5
Article 1.2.1.....	5
Article 1.2.2.....	5
Article 1.2.3.....	5
Chapitre 3 - Les licenciés	5
Article 1.3.1.....	5
Article 1.3.2.....	5
Article 1.3.3.....	6
Article 1.3.4.....	6
Article 1.3.5.....	6
Article 1.3.6.....	6
Article 1.3.7.....	7
Chapitre 4 – Les Comités Départementaux.....	7
Article 1.4.1.....	7
Article 1.4.2.....	7
Article 1.4.3.....	8
Article 1.4.4.....	8
TITRE II - LA LIGUE - Administration.....	9
Chapitre 1 - L'Assemblée Générale	9
Article 2.1.1 - Compétences.....	9
Article 2.1.2 - Ordre du jour.....	9
Article 2.1.3 - Date et lieu	9
Chapitre 2 - Le Comité Directeur.....	10
Article 2.2.1 - Composition.....	10
Article 2.2.2 - Rôle.....	10
Article 2.2.3 - Répartition des tâches	10
Article 2.2.4 - Bénévolat	11
Article 2.2.5 - Fonctionnement	11
Article 2.2.6 - Publicité des débats et décisions	11
Chapitre 3 - Le Président et le Bureau	12
Article 2.3.1 - Composition du bureau	12
Article 2.3.2 - Le Président et le Président Adjoint.....	12
Article 2.3.3 - Le Secrétaire Général.....	12
Article 2.3.4 - Le Trésorier Général	13

Chapitre 4 - Les Commissions Techniques.....	13
Article 2.4.1 - Rôle.....	13
Article 2.4.2 - Composition.....	13
1 - La commission Formation et Jeunesse	14
Article 2.4.1.1 - Formation.....	14
Article 2.4.1.2 - Jeunesse	14
Article 2.4.1.3 - Billard à l'école.....	14
2 - La commission des Juges et Arbitres.....	14
Article 2.4.2.1 - Rôle.....	14
3 - La commission administrative et de surveillance des opérations électorales	15
Article 2.4.3.1 - Administrative	15
Article 2.4.3.2 -Surveillance des opérations électorales	15
4 - La Commission de Discipline.....	15
Article 2.4.4.1.....	15
Article 2.4.4.2.....	15
5 - La commission Sportive	16
Article 2.4.5.1.....	16
6 - La commission Vétérans.....	16
Article 2.4.6.1.....	16
7 - La Commission Féminines	16
Article 2.4.7.1.....	16
Chapitre 5 - Le Coordinateur Technique Régional	17
Article 2.5.- Le Coordinateur Technique Régional (C.T.R.).....	17
TITRE III - DISCIPLINE	18
Article 3.1.....	18
Article 3.2.....	18
Article 3.3.....	18
TITRE IV - PROCEDURES ELECTORALES	19
Article 4.1.....	19
Article 4.2.....	19
Article 4.3.....	19
Article 4.4.....	20
Article 4.5.....	20
Article 4.6.....	20
Article 4.7.....	20
Article 4.8.....	21
Article 4.9.....	21
Article 4.10.....	21
Article 4.11.....	21
TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES.....	22
Article 5.1.....	22
Article 5.2.....	22
Article 5.3.....	22
Article 5.4.....	22
Article 5.5.....	22
Article 5.6.....	22
Article 5.7.....	22

TITRE I – LA LIGUE - COMPOSITION

La Ligue se compose :

- d'associations sportives constituées dans les conditions prévues par le chapitre 1^{er} du titre II du Livre Ier du Code du Sport (annexe au décret n°2007-1133 du 24 juillet 2007).
- de personnes morales, ayant une activité commerciale en lien direct avec la pratique du Sport Billard
- des personnes physiques auxquelles elle délivre des licences.

Article 1.1

Instituée par les Statuts fédéraux, la Ligue de Billard des Pays de la Loire (L.B.P.D.L.) jouit d'une délégation permanente de la Fédération, établie, en conformité avec les textes réglementaires légaux en vigueur de la Fédération. Elle possède ses propres Statuts et Règlement Intérieur et les soumet à cette dernière pour approbation.

Elle se subdivise en Comités Départementaux. (C.D.B.)

Article 1.2

La délégation permanente établie par la Fédération, confère à la Ligue l'autorité pour administrer et gérer le sport billard sur son territoire. En contrepartie, elle doit apporter son concours à la Fédération pour la réalisation de ses programmes et actions de caractère national.

La Ligue doit adresser au Secrétariat Fédéral une copie du procès verbal de son Assemblée Générale annuelle. Le Secrétariat Fédéral se chargera de ventiler les informations de chaque procès verbal à chaque Commission nationale pour la partie qui la concerne.

Responsable de l'activité sportive propre à son territoire, la Ligue rend compte à la Fédération des résultats, des observations qu'appellent les épreuves organisées ainsi que des sanctions prises à l'encontre de ses associations sportives affiliées et de ses licenciés.

La Ligue a toute latitude pour réaliser ses propres projets et organiser des compétitions entre des associations sportives affiliées ou des membres licenciés. Elle doit cependant adresser une demande officielle à la Fédération selon les modalités prévues aux Codes Sportifs lorsque ces manifestations comprennent des Associations Sportives étrangères ou des joueurs n'ayant pas la nationalité française.

Sous sa propre responsabilité, la Ligue peut, deux fois au plus par saison sportive, autoriser des épreuves de sensibilisation pouvant comporter des joueurs non licenciés.

Article 1.3

La Ligue communique à ses associations sportives affiliées, tous les documents administratifs, financiers et comptables que le Secrétariat Fédéral lui aura demandé de diffuser.

Chapitre 1 – Les Associations Sportives affiliées - Clubs sportifs

ARTICLE 1.1.1

La Ligue. se compose d'associations sportives constituées dans les conditions prévues par le chapitre II du titre 1^{er} de la loi 84-610 du 16 juillet 1984.

ARTICLE 1.1.2

Les associations sportives affiliées adhèrent à la F.F.B. via la Ligue.

L'affiliation est prononcée par le Comité Directeur de la Ligue, dans les conditions prévues par les Statuts fédéraux, dès la publication au Journal Officiel de la création de l'Association.

En cas d'annulation d'affiliation, l'association peut faire appel de la décision conformément aux dispositions du Code de Discipline Fédéral.

ARTICLE 1.1.3

Les associations sportives affiliées sont redevables à la Ligue et à la F.F.B. d'une cotisation annuelle dont le montant est fixé par les Assemblées Générales respectives.

Son montant comprend une part fixée par la Fédération et une part qui relève de dispositions expressément prévues dans les statuts de la Ligue. La part fédérale est reversée à la fédération par la Ligue

Article 1.1.4

Les compétitions sportives ne peuvent être organisées qu'entre associations sportives affiliées, et sont ouvertes aux seuls licenciés de la F.F.B.

Toutefois, à des fins de promotion et de développement, une association sportive affiliée peut rencontrer deux fois au plus par saison sportive, une association sportive non affiliée, après en avoir informé la Ligue selon les modalités prévues aux Codes Sportifs.

Chapitre 2 - Les "Membres partenaires"

Article 1.2.1

Les membres partenaires sont des personnes morales, ayant une activité commerciale en lien direct avec la pratique du Sport Billard et ayant signé une convention de partenariat avec la F.F.B.

Pour devenir membre partenaire de la FFB, les personnes morales doivent signer une convention de partenariat avec la FFB, représentée par son Président. Le montant de la cotisation annuelle est fixée par la FFB

Pour être valide, la convention doit être préalablement communiquée à la Ligue d'appartenance, à titre d'information, permettant à celle-ci de faire valoir toutes observations utiles.

La convention prend effet à la date de sa signature et expire au dernier jour de l'exercice en cours. Elle est renouvelable pour une durée d'un an au début de chaque exercice.

Article 1.2.2

La reconnaissance de la qualité de membre partenaire à une personne morale ne lui confère pas de droit de vote à l'Assemblée Générale de la Ligue mais permet à chacun de ses représentants de participer à l'A.G.

Article 1.2.3

Chaque membre partenaire s'engage à fournir au secrétariat de la Ligue le nom de la personne physique déléguée pour le représenter au sein de la Ligue.

Chapitre 3 - Les licenciés

Article 1.3.1

La licence, délivrée par la Fédération, à la demande de la Ligue est annuelle. C'est le document qui concrétise l'adhésion volontaire de son titulaire à l'objet social et aux Statuts et Règlements de la Fédération. Sa période de validité est du 1^{er} septembre **au** 31 août de l'année suivante.

La licence, émise par la fédération, à la demande de la ligue est annuelle et est établie nominativement par le Secrétariat Fédéral. **Elle est obligatoire pour tous les membres des Associations Sportives affiliées.**

La demande individuelle de licence doit être conforme aux obligations du Règlement Médical F.F.B. en vigueur.

En cas de non-respect des règles fédérales, les associations sportives affiliées s'exposent à des sanctions prévues par le Code de Discipline.

Article 1.3.2

Toute licence enregistrée dans un groupement sportif affilié doit être transmise accompagnée de son règlement à la **L.B.P.D.L.** dans le mois qui suit son enregistrement.

Chaque demande de licence doit obligatoirement être accompagnée du règlement correspondant

Article 1.3.3

Le montant de la licence, versée à la Ligue, comprend une part fédérale et une part revenant à la Ligue d'appartenance. Chacune de ces cotisations est fixée par les Assemblées Générales annuelles respectives.

Les demandes de licences et les versements correspondant doivent être adressés au Secrétariat de la Ligue

Chaque demande de licence doit obligatoirement être accompagnée du règlement correspondant.

Dès la demande de licence, le titulaire est qualifié pour représenter, sur le territoire national l'association sportive d'appartenance et elle seule.

Le licencié dit « indépendant » représente la Ligue et sera à cet effet doté d'un écusson de la Ligue

Article 1.3.4

Le refus de délivrer une licence ne peut intervenir que par décision motivée de la Ligue. Ce refus ne peut être fondé sur les opinions politiques, philosophiques, syndicales ou religieuses du demandeur, son sexe, sa nationalité ou son origine ethnique, son appartenance ou sa non-appartenance à un Groupement Sportif déterminé.

Article 1.3.5

Les joueurs européens et les joueurs étrangers peuvent participer, sous certaines conditions, aux épreuves officielles françaises.

Est désigné « joueur européen » un joueur d'un pays de l'Union Européenne autre que la France.

Est désigné « joueur étranger » un joueur d'un pays hors de l'Union Européenne.

En compétition individuelle :

- un « joueur européen » peut participer aux compétitions fédérales s'il justifie d'une résidence principale en France en en fournissant la preuve.
- Un « joueur étranger » peut participer aux compétitions fédérales s'il justifie d'une résidence principale en France d'au moins une année en en fournissant la preuve.
- Le titre de Champion de France sera décerné au vainqueur de la finale nationale quelle que soit sa nationalité.

En compétition par équipes de club :

- Chaque équipe de club devra être composée, pour la moitié au moins, de joueurs de nationalité française.

En compétition internationale :

- Seul un joueur de nationalité française peut représenter la France dans une compétition internationale.

Article 1.3.6

Tout licencié désirant participer à une compétition nationale organisée par un Groupement autre que ceux auxquels la F.F.B. est affiliée, doit obligatoirement solliciter l'accord de la FFB, sous peine de sanctions.

Article 1.3.7

La mutation peut avoir lieu en cours de saison sportive si la demande est justifiée, soit par un changement de résidence, soit pour des raisons professionnelles, soit pour un cas de force majeure. Dans ce cas, le joueur qui a débuté une compétition pour une association sportive affiliée, ne peut absolument pas disputer la même compétition pour une autre association sportive affiliée.

La demande de mutation est obligatoire

- quelle que soit la durée d'interruption de prise de licence.
- même si l'association sportive affiliée à laquelle appartient le demandeur change de siège, fusionne avec une autre association sportive affiliée ou cesse même momentanément son activité.

L'association sportive affiliée, le Comité Départemental ou la Ligue quittés ne peuvent refuser la demande de mutation.

Chapitre 4 – Les Comités Départementaux

Article 1.4.1

Les Statuts et Règlement Intérieur des Comités Départementaux doivent être compatibles avec ceux de la Ligue et doivent être soumis à la Commission Administrative de la Ligue pour approbation. Ils doivent annuellement fournir à la **L.B.P.D.L.** le compte rendu de leur Assemblée Générale et les procès verbaux de vote modifiant la composition de leur Comité Directeur et de leurs tarifs, sous peine de se voir retirer la délégation permanente.

Article 1.4.2

La délégation permanente établie par le présent règlement confère aux Comités Départementaux l'autorité pour administrer et gérer le Sport Billard au sein de leur département. En contrepartie, ils doivent apporter leur concours à la Ligue pour la réalisation de ses programmes, actions et compétitions de caractère régional.

Les **C.D.B.** sont responsables de l'activité sportive propre à leur territoire. Ils transmettent à la Ligue les résultats des compétitions et rendent compte de leur déroulement ainsi que des sanctions prises à l'encontre des associations sportives affiliées et de leurs licenciés.

Les **C.D.B.** ont autorité pour imposer aux groupements sportifs affiliés des participations aux organisations sportives (sauf impossibilité matérielle) en fonction de leurs besoins. Les sanctions pour non respect de leurs règlements pouvant aller jusqu'au refus d'inscrire les compétiteurs à toutes compétitions Départementales. La **L.B.P.D.L.** se réserve le droit sur décision du Comité Directeur d'étendre les sanctions au niveau Régional.

Les **C.D.B.** ont toute latitude pour réaliser leurs propres projets et, sous réserve de l'approbation de la Ligue, pour organiser des compétitions entre des associations sportives affiliées et/ou des "membres partenaires" de la F.F.B. La demande officielle devant être effectuée au moins 8 semaines avant la rencontre

Dans le cas où participeraient des associations sportives étrangères ou des joueurs ne résidant pas en France, les Comités Départementaux doivent obtenir l'accord de la Fédération, par l'intermédiaire de la Ligue.

Sous leur propre responsabilité, les Comités Départementaux peuvent, deux fois au plus par saison sportive, autoriser des épreuves de sensibilisation pouvant inclure des joueurs non licenciés.

Article 1.4.3

Les **C.D.B.** doivent envoyer au Secrétariat de la Ligue le procès verbal de leur Assemblée Générale annuelle.

Article 1.4.4

Les membres du Comité Directeur des Comités Départementaux ne peuvent être inférieur à 5.

TITRE II - LA LIGUE - ADMINISTRATION

Chapitre 1 - L'Assemblée Générale

Article 2.1.1 - Compétences

Outre les attributions que lui confère les Statuts, l'Assemblée Générale est seule compétente pour adopter et modifier les textes réglementaires officiels : Statuts, Règlement Intérieur.

Les Codes Sportifs et les Règlements Sportifs complémentaires, proposés par les Commissions compétentes sont soumis à la seule approbation du Comité Directeur de la Ligue.

Article 2.1.2 – Ordre du jour

Toute association sportive de la Ligue peut demander l'inscription, à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, de toute question d'intérêt général ou de portée régionale, en faisant parvenir au moins trois semaines à l'avance au Secrétariat un rapport circonstancié qui sera soumis au Comité Directeur chargé d'établir l'ordre du jour définitif.

Les rapports annuels des différentes Commissions ainsi que les rapports financiers devront parvenir aux Associations Sportives affiliées un mois avant la date fixée pour l'Assemblée Générale.

En cas d'urgence ou de nécessité, l'Assemblée peut à la majorité des mandats représentés, modifier ou amender son ordre du jour.

Les questions diverses ne seront abordées que si le temps le permet, sinon, après avoir été publiquement formulées, elles seront renvoyées pour examen à la plus prochaine réunion du Comité Directeur.

Article 2.1.3 – Date et lieu

L'Assemblée Générale annuelle fixe la date de ses prochaines assises et en confie l'organisation à un Comité Départemental (selon un calendrier tournant) qui devra informer la Ligue du lieu de l'Assemblée.

En cas d'impossibilité matérielle, le Comité Directeur prend les dispositions utiles en s'efforçant prioritairement de maintenir la date retenue.

Chapitre 2 - Le Comité Directeur

Article 2.2.1 - Composition

L'instance dirigeante, nommée "Comité Directeur" comprend 11 membres élus par l'assemblée générale, dont

- Un Médecin élu en cette qualité
- une ou plusieurs femmes : la représentation des femmes y est garantie en proportion du nombre de licenciés hommes/femmes éligibles. La représentation des femmes est assurée par l'attribution d'un siège si le nombre de licenciées est inférieur à 10% du nombre total de licenciés éligibles, et d'un siège supplémentaire par tranche entamée de 10% au dessus de la première

Le Coordinateur Technique Régional est membre de droit du comité directeur

Article 2.2.2 - Rôle

Le Comité Directeur, élu conformément aux dispositions des Statuts et aux procédures électorales définies par le présent Règlement, a la charge d'administrer et de coordonner toutes les activités de la Ligue dont il constitue le pouvoir exécutif.

Il définit en conséquence les moyens et les structures qui permettent la mise en oeuvre de la politique décidée par l'Assemblée Générale et détermine les aménagements et les conditions indispensables à la réalisation des résolutions adoptées par celle-ci.

Il prépare et soumet aux Associations Sportives, au moins un mois avant l'ouverture de l'Assemblée Générale, les projets de règlements et les rapports qui seront soumis à ses débats ainsi que les modifications des tarifs des licences et des cotisations qui seront applicables la saison suivant le vote de l'assemblée générale

Il nomme les membres chargés de représenter la Ligue auprès des instances régionales et nationales. Il arrête les comptes du dernier exercice clos.

Sur proposition du Trésorier Général, le Comité Directeur adopte le budget prévisionnel qui sera soumis au vote de l'Assemblée Générale.

Il délègue aux Commissions spécialisées, partie de ses prérogatives d'étude et de surveillance de l'application des règlements, sans jamais abandonner son droit de décision, sauf en matière disciplinaire.

Il tranche sur toutes les questions non prévues par les Statuts et le Règlement Intérieur.

Article 2.2.3 - Répartition des tâches

Lors de sa première réunion, et au plus tard dans le mois qui suit son renouvellement, le Comité Directeur, sur proposition du Président, procède à la répartition des tâches et élit en son sein, à bulletins secrets :

- un Président adjoint
- un Secrétaire Général
- un Trésorier Général
- les Présidents des Commissions Techniques.

En cas d'égalité de voix ou si un postulant n'obtient pas la majorité absolue des membres présents, il sera procédé à un second tour à la majorité relative. Est déclaré élu le Candidat ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages ou le plus jeune en cas de nouvelle égalité de voix.

Article 2.2.4 - Bénévolat

Tous les mandats des membres du Comité Directeur et des commissions techniques sont exercés de façon permanente et bénévolement

Le Comité Directeur fixe les conditions et le montant des remboursements de frais et de représentation alloués aux différentes délégations.

Article 2.2.5 - Fonctionnement

Le Comité Directeur se réunit au moins trois fois par an sur convocation du Président de la Ligue. L'ordre du jour établi par le Président, en collaboration avec le Secrétaire Général est adressé aux membres du Comité au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion.

A la fin de chaque séance, le Comité fixe la date et le lieu de sa prochaine réunion, il peut cependant être convoqué pour un ordre du jour particulier, soit à la demande du Président, soit à la demande d'un quart de ses membres.

Sont convoqués à ces réunions, toute personne à discrétion du Président selon les nécessités.

Chacune de ses séances est présidée par le Président de la Ligue ou en son absence par le Président Adjoint ou, en l'absence de ces derniers, par le doyen du Comité.

Le Président de séance assure la discipline et la bonne conduite des débats, il a la qualité pour prononcer des rappels à l'ordre et accepter des suspensions de séances demandées.

Le Comité :

- adopte le procès verbal de la séance précédente
- examine les questions portées à l'ordre du jour et, dans la mesure où le temps le permet, les questions diverses. Si des questions n'ont pu être abordées, elles seront, après avoir été formulées, inscrites à l'ordre du jour de la séance suivante pour être débattues sans faire l'objet d'un report à nouveau

Le Président ne peut lever la séance avant l'épuisement des questions inscrites à l'ordre du jour qu'avec l'accord de la majorité des membres présents.

Article 2.2.6 - Publicité des débats et décisions

La présence du tiers des membres du Comité est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les positions exprimées individuellement au cours des délibérations ne peuvent être divulguées à l'extérieur. Le procès-verbal des séances est à l'usage exclusif des membres du Comité Directeur

Les décisions prises par le Comité Directeur et les projets adoptés doivent être publiés par tous moyens de communication appropriés : Site Internet, messagerie électronique, courriers etc... sans faire mention d'interventions personnalisées.

Chapitre 3 - Le Président et le Bureau

Article 2.3.1 - Composition du bureau

Le Bureau de la Ligue est composé du Président de la Ligue, du Président Adjoint, du Secrétaire Général, du Trésorier Général. Si besoin est, le Bureau convoque le ou les Présidents de Commissions Techniques concernées, et éventuellement toute autre personne dont la présence est indispensable en fonction de l'ordre du jour.

Le Coordinateur Technique Régional assiste de droit aux réunions de Bureau

Le Bureau de la Ligue a pour mission de réfléchir aux sujets qui lui sont soumis et si nécessaire de préparer des rapports qui seront soumis au Comité Directeur. Il définit la composition et la mission des délégations qui entretiendront les relations avec la F.F.B., les Pouvoirs Publics et les organismes extérieurs.

En cas d'urgence, il est habilité à prendre toute décision d'administration courante et toutes mesures conservatoires destinées à préserver les intérêts matériels et moraux de la Ligue. Toutes les décisions prises seront présentées à la plus proche réunion du Comité Directeur.

Le Bureau de la Ligue se réunit à la discrétion du Président et au moins trois fois par an.

Article 2.3.2 - Le Président et le Président Adjoint

Outre les fonctions définies dans les Statuts, les textes législatifs et réglementaires ainsi que celles déjà énoncées dans ce Règlement Intérieur, le Président a autorité sur le personnel appointé de la Ligue le cas échéant.

En cas de vacance du poste de Président, les fonctions de Président sont exercées provisoirement par le Président Adjoint.

Dès sa première réunion suivant la vacance, et après avoir, le cas échéant, complété le Comité Directeur, l'Assemblée générale élit un nouveau Président pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le Président signe tous les documents et contrats d'ordre général qui engagent la Fédération

Le Président Adjoint supplée et assiste le Président dans l'exercice de toutes ses fonctions, l'accompagne dans les démarches officielles.

Article 2.3.3 - Le Secrétaire Général

Le Secrétaire Général assiste le Président pour animer les Assemblées Générales ainsi que les réunions du Comité Directeur et du Bureau.

Il prépare les ordres du jour en collaboration avec le Président.

Il contrôle les procès verbaux des Assemblées, des réunions du Comité Directeur et du Bureau.

Il signe éventuellement, conjointement avec le Président, tous les documents et contrats d'ordre général qui engagent la Ligue.

Article 2.3.4 - Le Trésorier Général

Le Trésorier Général est responsable de l'établissement de la comptabilité, de la bonne tenue des comptes et de l'état des finances.

Il effectue et contrôle toutes les opérations financières. Il bénéficie de la délégation de signature du Président pour effectuer les opérations bancaires de toutes natures, sans limitation de montant.

Il enregistre les recettes et les dépenses et présente au Comité directeur des états de trésorerie trimestriels.

Il établit les résultats d'exercice et les bilans qu'il soumet aux Vérificateurs aux Comptes, élus annuellement par l'Assemblée Générale.

Il prépare le budget en collaboration avec le Président et le Président Adjoint et présente le rapport financier.

Il présente son rapport financier annuel à l'Assemblée Générale.

Chapitre 4 - Les Commissions Techniques

Article 2.4.1 - Rôle

Les Commissions prévues par les Statuts reçoivent délégation du Comité Directeur pour

- Travailler sur les sujets relevant de leurs compétences :
- Etudier des sujets que leur soumet le Comité directeur,
- Etablir des projets de développement
- Veiller dans leurs spécialités à la mise à jour et à la bonne application des règlements,
- Répondre, par l'intermédiaire du Secrétariat, à tous les problèmes spécifiques soulevés par des correspondants.

Toutes les propositions des Commissions sont soumises à la ratification du Comité Directeur.

Par contre, la Commission de Discipline est indépendante et assume pleinement ses responsabilités.

Article 2.4.2 - Composition

Chaque Président de commission doit soumettre à l'approbation du Comité directeur la composition de la commission placée sous sa responsabilité.

Il doit informer régulièrement le Comité Directeur de tous changements dans la composition des membres de la commission et transmettre et au Secrétariat les noms de ses collaborateurs, dès la constitution de celle-ci, ainsi qu'en cas de modification en cours d'Olympiade.

Les Présidents des commissions peuvent créer des "groupes de travail" investis de missions d'études particulières ou recourir à la consultation d'experts qualifiés. Si ces études ou consultations se traduisent par des prévisions de dépenses, leur engagement est subordonné à l'accord préalable du Comité Directeur

Le Comité Directeur peut, sur demande motivée, examiner les cas et circonstances dérogatoires à ces principes.

Tout Membre du Bureau peut assister de plein droit aux réunions des Commissions. A cet effet, toute convocation émise pour une réunion de Commission doit être adressée en copie au Secrétariat.

1 - La commission Formation et Jeunesse

Article 2.4.1.1 - Formation

La Commission de la Formation a pour mission de prospecter et de se prononcer sur toutes questions qui touchent à l'enseignement de la pratique du Billard et à en définir les programmes, les méthodes et les encadrements nécessaires.

Elle propose notamment les principes pédagogiques de la F.F.B.

Elle réunit en consultation, chaque fois que de besoin, tout ou partie des éducateurs de son territoire.

Dans le cas de faute grave, elle émet un avis sur les propositions de retrait d'accréditation des formateurs nommés par la F.F.B.

Article 2.4.1.2 - Jeunesse

Elle est chargée de la représentation des jeunes de moins de vingt et un ans et de l'organisation des compétitions qui leur sont destinées. Cette Commission est consultée avant toute décision relative à ce sujet.

Elle se préoccupe de prendre toutes initiatives pour définir et établir une politique promotionnelle des jeunes et de collaborer activement en ce domaine avec les instances nationales.

Article 2.4.1.3 – Billard à l'école

Une Sous-Commission de la C.F.J appelée « Billard à l'Ecole » est plus spécialement chargée de promouvoir le Billard en milieu scolaire.

Ses objectifs sont : faire connaître, aider, encourager et développer la pratique du Billard dans les établissements scolaires. Elle favorise l'organisation de Championnats scolaires grâce à une collaboration active avec l'U.N.S.S.

2 - La commission des Juges et Arbitres

Article 2.4.2.1 - Rôle

- Veille à l'application des règles d'arbitrage
- Veille à la promotion des activités d'arbitrage auprès des jeunes licenciés de la Ligue.
- Organise la formation et les examens d'arbitres officiels
- Procède aux demandes de nominations, renouvellements et aux radiations éventuelles des cartes d'arbitres selon les dispositions du Code d'Arbitrage.
- Suit l'activité des Juges et Arbitres

Le Président de la Commission d'Arbitrage désigne (en concertation avec les organisateurs) les arbitres chargés d'opérer dans les finales nationales organisées sur le territoire de de la **L.B.P.D.L**
Il propose cette liste pour accord ou observation à la Commission Nationale des Juges et Arbitres et établit les convocations.

3 - La commission administrative et de surveillance des opérations électorales

Article 2.4.3.1 – Administrative

La Commission Administrative est chargée :

- D'étudier et d'élaborer les règlements généraux, d'examiner toutes suggestions, amendements et modifications s'y rapportant
- De veiller à ce que ces textes soient toujours en conformité avec les dispositions Fédérales et ministérielles.
- De contrôler les caractères réglementaires permettant la ratification des Statuts et Règlements Intérieurs des Associations Sportives
- De conseiller et d'alerter l'attention des associations sportives de la Ligue sur les modifications des lois, décrets et règles qui les régissent.

Article 2.4.3.2 – Surveillance des opérations électorales

La Commission de surveillance des opérations électorales est chargée de veiller, lors des opérations de vote relatives à l'élection du Président et du Comité Directeur, au respect des dispositions prévues par les Statuts et le Règlement Intérieur.

Elle se compose d'au moins quatre membres qualifiés qui ne peuvent être candidats aux élections pour lesquelles la commission est saisie. Elle a compétence pour émettre un avis sur la recevabilité des candidatures.

La commission doit pouvoir à tout moment accéder au bureau de vote et doit en cas de constatation d'une quelconque irrégularité inscrire ses observations au procès verbal d'élection avant la proclamation des résultats.

En cas de contestation, elle peut être saisie, dans les dix jours qui suivent une élection, par tout licencié qui devra adresser sa requête par un courrier recommandé avec accusé de réception au Secrétariat de la ligue. La commission se réunira, dans les trente jours qui suivent sa saisine, pour étudier la recevabilité et le bien fondé de la réclamation. Elle remettra ses conclusions au Comité Directeur, seul habilité à statuer sur la contestation.

4 - La Commission de Discipline

Article 2.4.4.1

La Commission de Discipline est compétente pour toutes les infractions commises par un licencié, ou une instance décentralisée, relevant de sa compétence

Sa composition et ses règles de fonctionnement sont définies dans le code de discipline.

Article 2.4.4.2

La Commission de Discipline statue en Commission d'Appel pour les décisions prises par les Commissions de Discipline de CDB

5 - La commission Sportive

Article 2.4.5.1

La Commission Sportive organise l'activité sportive de la Ligue et a la charge :

- de faire appliquer le code sportif F.F.B.
- de préparer l'élaboration des différents règlements internes à la Ligue (circuits ou compétitions spécifiques à la Ligue)
- d'établir les classements et classifications des joueurs
- de présenter le calendrier annuel des épreuves et la répartition des championnats
- d'exercer son pouvoir disciplinaire dans les conditions définies par le Code de Discipline
- de contrôler le déroulement des épreuves et d'en centraliser les résultats pour les transmettre à la Fédération
- de transmettre à la commission de discipline tout dossier relevant de sa compétence
- de sélectionner les sportifs et équipes représentant la Ligue.

Le Président de Commission Sportive est désigné comme délégué auprès de la Commission Sportive Nationale.

6 - La commission Vétérans

Article 2.4.6.1

La Commission Vétérans a pour mission de promouvoir, organiser, animer les compétitions spécifiques aux adhérents de la Ligue ayant atteint l'âge de 50 ans et sans activité professionnelle.

7 - La Commission Féminines

Article 2.4.7.1

La Commission féminines a pour mission de promouvoir, organiser, animer les compétitions spécifiques aux adhérentes de la Ligue

Chapitre 5 - Le Coordinateur Technique Régional

Article 2.5.- Le Coordinateur Technique Régional (C.T.R.)

Le CTR est nommé par le Comité Directeur en accord avec les directives de la Direction Régionale de Jeunesse, des sports et de la Cohésion sociale.

Il exerce cette fonction sous l'autorité du Président de la Ligue.

Il est garant de l'application, au niveau régional, des directives nationales. Il fonctionne pour cela, en concertation avec le DTN

Dans le domaine sportif, il participe au suivi médical des joueurs et à la lutte contre le dopage.

Le CTR :

- participe aux actions de promotion et de développement de la pratique du Billard.
- est responsable des ressources affectées à l'E.T.R. et à l'application de la convention d'objectifs signée avec la Direction Régionale de Jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale.
- coordonne l'action des Moniteurs et des Entraîneurs.
- coordonne l'action des commissions techniques
- est chargé des relations avec les instances publiques régionales

Il assiste de droit aux réunions du Comité Directeur de la Ligue et de son Bureau.

Il peut assister aux réunions des Commissions Techniques traitant de sujets en rapport avec sa mission.

TITRE III - DISCIPLINE

Article 3.1

Est passible de sanction toute personne physique licenciée ou toute personne morale affiliée et :

- Contrevenant aux Statuts et Règlements Ligue et/ou Fédéraux ;
- Contrevenant à la législation relative à la prévention et à la répression de l'usage de produits dopants, à l'occasion des compétitions et manifestations sportives ;
- Faisant obstacle aux activités de la Ligue ou de la Fédération, ou en portant atteinte, par comportement, écrit ou déclaration, à leur unité ou à leur dignité.

Article 3.2

Le Code de Discipline Fédéral définit les modalités de composition et de fonctionnement des Commissions de Discipline et les sanctions applicables aux différentes fautes.

De fait, il est mis en application sur la Ligue

Article 3.3

Lorsque la notification des griefs aux personnes intéressées est antérieure à la date d'entrée en vigueur du Code de Discipline mis en conformité avec le règlement type, les procédures disciplinaires engagées par la Ligue restent soumises aux dispositions précédemment applicables.

TITRE IV - PROCEDURES ELECTORALES

Article 4.1

Chaque association sportive affiliée dispose pour les votes d'un nombre de voix défini par le barème suivant :

- une voix par groupement sportif affilié
- plus une voix supplémentaire, par tranche de 20 licenciés, arrondie à l'unité supérieure

Article 4.2

L'Assemblée Générale Elective est spécialement convoquée dans les six mois qui suivent la clôture des Jeux Olympiques d'été, au plus tard le 31 mars.

Le quorum est atteint si elle est constituée par au moins la moitié de ses Associations Sportives affiliées, et qu'elle dispose au minimum de la moitié des voix.

Article 4.3

L'Assemblée Générale de la Ligue se compose des représentants des associations sportives affiliées (clubs). Les représentants dénommés « délégués de club » doivent être licenciés sur le territoire de la Ligue et à jour de leur cotisation.

Le ou les délégués de club sont élus directement à bulletins secrets au suffrage universel à deux tours par leurs Assemblées Générales.

Les délégués doivent être âgés de plus de 18 ans et licenciés à la Fédération Française de Billard.

Pour des raisons d'éthique, ne peuvent être délégués de club :

- Les membres du Comité Directeur de la Ligue,
- Les candidats aux élections générales ou complémentaires pour le Comité Directeur de la Ligue.

Le nombre de représentants des clubs est déterminé par le nombre de licenciés dont chacun dispose, selon le barème suivant :

- de 0 à 20 licenciés → 1 délégué
- de 21 à 50 licenciés → 2 délégués
- + 51 licenciés → 3 délégués

Les délégués de club disposent chacun, d'un nombre de voix déterminé en fonction du nombre de licences délivrées dans l'association sportive indiqué sur le fichier de la Ligue à la date du 30 avril. En cas d'absence d'un ou de plusieurs délégué(s), le club perd les voix dont disposai(en)t ce (ou ces) délégué(s), sauf si le ou les délégué(s) présent(s) est(sont) muni(s) d'un pouvoir émanant du ou des délégué(s) absent(s).

Un délégué de club ne peut représenter que son club d'appartenance.

Chaque association sportive affiliée mandate pour les votes un à trois Délégués dont les noms doivent être communiqués au plus tard lors du pointage à l'ouverture de l'Assemblée générale.

Les voix dont disposent les clubs sont réparties entre leurs différents Délégués.

Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Article 4.4

Les candidatures à l'élection doivent être adressées, par pli recommandé avec accusé de réception, au Secrétariat au plus tard 45 jours avant la date de l'Assemblée Générale, cachet de la poste faisant foi.

Le formulaire de candidature doit être renseigné en totalité, en particulier le projet sportif auquel le candidat se réfère.

La candidature doit être accompagnée d'un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois. Cependant, ce document peut être remis au plus tard le jour de l'Assemblée Générale avant son ouverture.

Article 4.5

La Commission Administrative établit la liste des dossiers de candidatures recevables et informe ceux qui ne le seraient pas en leur accordant un délai de huit jours pour régulariser.

La Commission Electorale arrête la liste définitive des Candidats établie par ordre alphabétique et porte la mention du poste spécifique retenu par le Candidat.

La liste des Candidats retenus (sous réserve de présentation de l'extrait de casier judiciaire) est adressée aux associations sportives, trente jours avant la tenue de l'Assemblée.

Article 4.6

Le bureau de vote est composé d'un Président et au maximum de trois Scrutateurs. Aucun d'entre eux ne peut appartenir au Comité Directeur de la Ligue ou à une Commission Technique de la Ligue, ni être Candidat à l'élection.

Le bureau de vote exerce ses fonctions sous le contrôle des membres de la Commission Administrative et Electorale.

Article 4.7

Le scrutin se déroule sous la responsabilité du Président du bureau de vote.

Le secrétaire de la Ligue rappelle le nombre de postes à pourvoir et les noms des Candidats en les énumérant. Il invite les Candidats à se présenter publiquement et remet ensuite aux Délégués mandatés, les bulletins correspondants au nombre de voix dont ils disposent.

Les Délégués désignent, en remplissant les bulletins conformément aux modalités définies, les noms des Candidats qu'ils retiennent.

Les bulletins sur lesquels le total des noms désignés est supérieur au nombre de postes à pourvoir sont déclarés nuls.

Le secrétaire de la Ligue appelle les Associations Sportives dans l'ordre de leur numéro d'affiliation à la Fédération, en rappelant pour chacune d'elles, le nombre de voix dont elle dispose.

Pour des raisons de commodité, un seul Délégué par association sportive dépose dans l'urne, l'ensemble des bulletins de son association sportive.

Article 4.8

Le dépouillement est effectué par les Scrutateurs dans une salle prévue à cet effet.

Les représentants des Associations Sportives peuvent assister au dépouillement; ils ne doivent, en aucun, cas intervenir sous peine d'être exclus de la salle par le Président du bureau de vote.

Article 4.9

Pour que la majorité des postes soit pourvue dès la première année de l'Olympiade et permettre ainsi le bon fonctionnement du Comité Directeur de la Ligue, l'élection de tous les membres du Comité Directeur a lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

Sont élus au premier tour, les Candidats ayant obtenu la majorité absolue des suffrages valablement exprimés et dans la limite des postes à pourvoir. Un candidat n'ayant obtenu aucune voix au premier tour ne peut se présenter au second tour.

Au second tour de scrutin, l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité, l'élection est acquise au candidat le plus jeune. Un candidat n'ayant obtenu aucune voix ne peut être élu.

Article 4.10

Le Président du bureau de vote annonce :

- le nombre des inscrits, des votants, des suffrages valablement exprimés, des bulletins blancs et des bulletins nuls.
- le nombre de voix nécessaire pour être élu.
- les résultats dans l'ordre décroissant des voix obtenues.

Les bulletins de vote et les feuilles de dépouillement sont remis par le Président du bureau de vote au secrétariat pour archivage.

Les postes éventuellement non pourvus doivent faire l'objet d'une élection partielle lors de la première Assemblée Générale qui suit l'Assemblée Générale Elective.

Ne peuvent être élues au Comité Directeur que les personnes de plus de 18 ans, jouissant de leurs droits civiques et licenciées à la Fédération

Article 4.11

Dès son élection, le Comité Directeur se réunit pour entériner en son sein, la ou les candidatures au poste de Président de la Ligue. Il informe l'Assemblée Générale de la ou des candidatures proposées.

L'Assemblée Générale doit alors élire le Président de la Ligue, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés.

En absence une nouvelle fois de majorité absolue, les deux Candidats les mieux placés sont retenus pour un vote à la majorité relative.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 5.1

Le Comité Directeur est habilité à statuer sur toutes les questions non prévues au présent Règlement, sous réserve de présenter devant l'Assemblée Générale la plus proche, toutes celles qui relèvent de la compétence de l'Assemblée.

Article 5.2

Le Comité Directeur s'engage à faire connaître toutes ses décisions soit par publication sur le site internet de la Ligue, courriers électroniques et à défaut, par lettre adressée à ses Associations Sportives affiliés.

Article 5.3

Les Membres de la Ligue, licenciés et affiliés, s'engagent à avoir recours aux pouvoirs de la Ligue pour trancher les différends qu'ils pourraient avoir entre eux ou avec des organisateurs régionaux au sujet des Statuts et Règlements.

Article 5.4

La Ligue reçoit chaque année de la Fédération une Médaille du Mérite Fédéral en vue de récompenser une personne méritante ayant rendu service au sport billard. Cette attribution est sous la seule responsabilité du Président de la Ligue qui communique le nom de la personne à la Commission Administrative.

Article 5.5

La Ligue, par l'intermédiaire de son Président de Commission Sportive remet au cours de son Assemblée Générale les diplômes des sportifs titrés en finale de Ligue et France.

Article 5.6

Le Président de la Commission Sportive procède à la répartition des finales de Ligue et Secteur (qui lui sont attribuées) en fonction des demandes formulées par les Associations Sportives.

Le groupement sportif qui se voit confier l'organisation d'une Finale de Secteur a charge de prévoir les récompenses à remettre aux sportifs en complément de celles prévues par le "Secteur".

Article 5.7

Les différentes participations financières de la Ligue lors de compétitions officielles font l'objet d'un formulaire avec barème remis à chaque début de saison sportive

Ces participations financières ne pourront être versées que si le sportif a fourni copie au Trésorier sa feuille de résultats dans le mois qui suit la compétition en question.

Le présent Règlement Intérieur complète et précise les Statuts de la Ligue de Billard des Pays de la Loire. Il a été adopté par l'Assemblée Générale qui s'est tenue à CHOLET le 4 juin 2011